Rapport d'Avancement à Mi-Parcours

Tosi MPANU MPANU, Coordonnateur National REDD+

Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme

26 Octobre 2012 - Brazzaville – 9ème Conseil d'Orientation ONU-REDD

1. Rappel du contexte
2. Analyse des résultats atteints et du niveau d’avancement
3. Synthèse des progrès, des défis et des ajustements
4. Participation de la société civile et peuples autochtones
5. Perspectives au-delà du programme national

Quelques éléments sur la RDC

- Potentiel REDD+ majeur
  - 1,45M.km2 de forêts tropicales (2ème pays forestier tropical)
  - Au sommet de la courbe de transition forestière (couvert forestier important (62%), taux de déforestation faible (0,22%) mais en accélération rapide (*2 en une décennie)
  - Bénéfices multiples aux niveaux:
    - Écologique: 5ème pays de mégadiversité
    - Social: 40M personnes vivent dans la forêt, peuples autochtones pygmées…
    - Economique: forte dépendance de la population à la forêt (agriculture, énergie…)

- Défis importants
  - Etat fragile et faible gouvernance
  - Capacités financières nationales limitées
  - Capacités techniques à renforcer

Contexte du processus REDD

- Lancement du processus en 2009
- Approbation du financement FCPF et ONU-REDD en mars 2010 sur base d'un programme unique – R-PP finalisé en juillet 2010
- Disponibilité des fonds ONU-REDD en octobre 2010: 5,5M$ additionnels aux premiers 1,8M$ (2009/2010)
- Mise en œuvre intégrée des financements ONU-REDD et FCPF
- Durée initiale du projet: septembre 2010/mars 2013
- Ambition du R-PP: boucler la phase de préparation au 31 décembre 2012 – besoins financiers totaux estimés alors à 22M$, dont 11M$ sécurisés auprès du FCPF et ONU-REDD

Cadre logique du programme national conjoint

RÉSULTATS INTÉGRÉS/BUDGET/CADRE DU PLAN DE PRÉPARATION DE LA RDC (R-PP) (2010-2012)					
Objectif du plan de préparation : **La RDC est outillée et prête à s'engager dans le système REDD+ international**					
Résultats escomptés (résultats)	**Éléments du Plan de préparation (produits)**		**Budget (million dollars E.-U.)**	**Éléments de préparation à la REDD (niveau international)**	**Indicateurs de progrès et de résultats**
1. Une stratégie nationale au titre du mécanisme REDD+ est élaborée pour 2030 avec la participation des intéressés et peut déjà décoller	1a	Gestion du mécanisme de préparation	3,215	Gestion de la préparation Participation des parties prenantes Options stratégiques REDD Scénario de référence	• Stratégie nationale de qualité et ambitieuse concernant le mécanisme REDD+ qui est le point de convergence des vues des différentes parties prenantes participant au Programme REDD • La stratégie repose sur un outil de décision (niveau de référence) ainsi que sur une Évaluation sociale et environnementale stratégique solide • Un plan d'investissement au titre du Programme REDD qui est pratique, multisectoriel et budgétisé
	1b	Consultation, participation et stratégie IEC	2,365		
	2a	Évaluations de l'utilisation des terres, des politiques et de la gouvernance	0,433		
	2b	Options stratégiques	1,921		
	3	Niveau de référence	0,980		
2. Un cadre institutionnel pour la mise en œuvre du Programme REDD est conçu à titre provisoire pour 2013	2c	Cadre de mise en œuvre	3,375	Cadre de mise en œuvre	• Un registre des projets et initiatives concernant le carbone est fonctionnel • Un fonds/des mécanismes provisoire(s) de gestion du financement des initiatives carbone est en place • Les procédures d'évaluation sociale et environnementale sont établies.
	2d	Évaluation sociale et environnementale stratégique	1,020		
3. Un système MRV complet est conçu au titre du REDD et est opérationnel	4a	MRV (GES)	7,810	Système MRV national	• Un système MRV pour les émissions de GES (déforestation/dégradation) est opérationnel et géré au niveau du pays • Un système MRV concernant les aspects sociaux, environnementaux, économiques et de gouvernance est mis en place • Le système MRV a deux volets est adopté par les parties prenantes participant au Programme REDD
	4b	MRV (bénéfices multiples et autres aspects)	1,000		
Dépenses d'appui indirectes et audits (ONU-REDD / FCPF)			0,598		
Montant total du budget			**22,717**		

1. Rappel du contexte
2. Analyse des résultats atteints et du niveau d’avancement
3. Défis rencontrés et ajustements
4. Participation de la société civile et peuples autochtones
5. Perspectives au-delà du programme national

1. Organisation de la préparation et consultation

- Cadre institutionnel : Décret de Nov. 2009
  - Gestion effective du processus par la Coordination Nationale
  - Montée en puissance progressive des Comités National et Interministériel
- Déploiement en provinces peu avancé en dépit d'efforts (PFP)
- Processus participatif, transparent et inclusif:
  - Partenariat avec la société civile et consultations lors de la formulation des activités ;
  - Mobilisation intersectorielle des Ministères (CT, Forum du Haut Niv.)
  - Mobilisation progressive du secteur privé.
- Nombreux chantiers dont formation (ex: Universités REDD+), réforme du programme éducatif, plan de communication, etc.

2. Préparation de la Stratégie REDD

- Consensus national sur les causes de la déforestation et dégradation forestière reposant sur 5 études (quali & quantitatives)
- Stratégie-cadre REDD+ pour Déc. 2012 sur base de :
  - Nombreux travaux et études
  - Options programmatiques sur consultations (CT, SESA,..)
  - Consultations politiques fin 2012- début 2013.
  - Post-2012: Stratégie Nationale REDD+ sera actualisée sur la base d'études en cours, de l'expérimentation, du Dialogue de Politique (hiérarchisation des options) et de l'organisation de la Table Ronde.
- Cadre de mise en œuvre :
  - Procédure d'homologation (Arrêté Avril 2012)
  - Registre National REDD+ (v1 opérationnel)
  - Fonds National REDD+ (établissement fin 2012)
  - Groupe de travail législatif en Partenariat avec Globe : réformes

2.d et 4.b – Impacts socio-environnementaux et SIS

- Comité de Suivi des risques et bénéfices sociaux et environnementaux pour REDD : établi par Décret Avril 2011
- Analyse stratégique sociale et environnementale (Fév.-Déc. 2012) :
  - Options Programmatiques identifiées de façon participative (avril)
  - Cadre de gestion Env-Social de la REDD, Cadre fonctionnel, Cadres de Gestion pour les Déplacements Involontaires, les peuples autochtones.
- Production des Standards Nationaux Socio-Env. alignés sur les principes de Cancun (2011): avec la société civile & consultations locales
- Etablissement d'un Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS)
  - modèles de Plan de Gestion Environnemental et Social;
  - procédures de notification, de contrôle & suivi– Intégré au Registre.
- Mécanisme de gestion des plaintes (en cours)
- Cartographie préliminaire des bénéfices multiples (2012).

3 – Niveaux de référence // 4 – Système de Suivi des Forêts

- De nombreux chantiers et résultats alimentent la consolidation du niveau de référence:
  - Etudes IIASA régionales *(International Institue for Applied System Analysis)*
  - Données chronologiques (Etat des Forêts du Bassin du Congo)
  - Sondage national des ménages (en cours)
  - Modélisation Millenium Institute
- Vers la consolidation: outil de modélisation « Congo21 » et protocoles pour la modélisation spatiale (FAO/UCL/IIASA)
- Système national de suivi forestier (conforme phase 2) en ligne en version test (TerraCongo) – intégré au Registre National
- Méthodologies et Plan de préparation pour l'Inventaire Forestier
- Plan d'évolution du MRV carbone (Système de Suivi des Terres par Satellite, IFN, IGES) vers la phase 3 en place.

Synthèse de l'avancement 1/3

- **Objectif 1:** la stratégie nationale au titre du mécanisme REDD est élaborée pour 2030 avec la participation des intéressés et peux déjà décoller
  - Résultat 1: la stratégie cadre élaborée de manière crédible et participative sera présentée fin 2012. Elle pourra légitimement alimenter le dialogue de politique jusqu'à la mobilisation des financements nécessaires à sa mise en œuvre. Sa déclinaison programmatique détaillée et quantifiée est prématurée.

✓ Stratégie nationale de qualité et ambitieuse concernant le mécanisme REDD+ qui est le point de convergence des vues des différentes parties prenantes participant au Programme REDD

✓ La stratégie repose sur des outils de décision préliminaires (niveau de référence, modélisation, coûts…) ainsi que sur une Évaluation sociale et environnementale stratégique solide

✓ La stratégie fixe (fin 2012) les orientations politiques, les cadres, instruments, domaines et approches de mise en œuvre, même si un plan d'investissement au titre du Programme REDD pratique, multisectoriel et budgétisé est prématuré dans le contexte national

Synthèse de l'avancement 2/3

- **Objectif 2:** Un cadre institutionnel pour la mise en œuvre du Programme REDD est conçu à titre provisoire pour 2013
  - Résultat 2: Le cadre institutionnel préliminaire mais suffisant pour assurer la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD est élaboré et sera pleinement opérationnel en 2013

✓ Un registre des projets et initiatives concernant le carbone est élaboré et son opérationnalisation est bien avancée (mise en fonctionnement en 2013). Son opérationnalisation par voies légales associées aux procédures d'homologation est avancée.

✓ Un fonds national REDD est élaboré (fin 2012) et sera mis en opération d'ici mi-2013. Les mécanismes provisoire(s) de gestion du financement des initiatives carbone est en place

✓ Les procédures d'évaluation sociale et environnementale sont établies (fin 2012).

Synthèse de l'avancement 3/3

- **Objectif 3:** Un système MRV complet est conçu au titre du REDD et est opérationnel
  - Résultat 3: Le système MRV propre à assurer l'entrée de la RDC en phase d'investissement REDD (phase 2) est en place. La clarification des exigences techniques pour la phase 3 a amené à une réévaluation du système et des besoins. La RDC dispose d'un plan d'action coordonné.

✓ Un système MRV des émissions de GES conforme aux exigences de la phase 2 est opérationnel et géré au niveau du pays

✓ Un système MRV concernant les aspects environnementaux et socioéconomiques est mis en place. Un système de renforcement de la gouvernance et de contrôle anti-corruption est élaboré (fin 2012) et sera opérationnalisé en 2013

✓ Le système MRV à deux volets est adopté par les parties prenantes participant au Programme REDD

1. Rappel du contexte
2. Analyse des résultats atteints et du niveau d’avancement
3. Défis rencontrés et ajustements
4. Participation de la société civile et peuples autochtones
5. Perspectives au-delà du programme national

Défis et ajustements 1/4

- La feuille de route initiale (R-PP) n'était pas parfaitement adaptée à un mécanisme international qui se construit progressivement, notamment sur base des expériences de terrain.
  - Innover, tester, expérimenter… accepter de tâtonner parfois…
  - Considération progressive des conditions politiques, financières et programmatiques.
  - Flexibilité et réactivité managériale

- Le pays ne dispose pas suffisamment de données, d'analyses et d'expériences sur les options REDD+ pour pouvoir décliner sa stratégie en plan chiffré
  - Préparation de projets pilotes intégrés
  - Efforts de coordination de l'existant (modestes par manque de moyens)
  - Lancement parallèle d'efforts de planification et de démonstration (investissements) comme dans le cadre du FIP
  - Replanification (quantification de la stratégie cadre d'ici 2016)

Défis et ajustements 2/4

- Les capacités techniques nationales sont limitées. Les besoins en communication, formation et accompagnement sont considérables. Les efforts d'IEC intensifs sont difficiles à dissocier de la programmation et du déploiement opérationnels (problème de rythme et différences par acteurs).
  - Différentes actions engagées (Université REDD…)
  - Lancement anticipé d'actions de terrain (investissement) pour offrir des leviers pratiques de renforcement de capacité
  - Recherche financière (formation, appui société civile…)
  - Appui international dans l'équipe de préparation

- Des conditionnalités et procédures de mise à disposition et de déboursement des financements lourdes qui génèrent des retards et des coûts de transaction élevés
  - Coordination approfondie entre les sources de financement (agences ONU-REDD, FCPF, CBFF, FIP) pour compenser les faiblesses des uns par les opportunités des autres

Défis et ajustements 3/4

- Le pays a traversé une période électorale délicate suivie d'un remaniement gouvernemental substantiel, qui se traduit par une certaine perte de temps et une difficile relance du dialogue de politique
  - Implication des cadres techniques des ministères (CT, programmes anticipés…)
  - Poursuite du dialogue avec les autorités par différents canaux

- Les besoins financiers pour la préparation sont conséquents, sans parler des investissements… La RDC ne dispose pas d'un contexte financier « serein » pour avancer dans son processus
  - Efforts importants pour agir comme pionnier (SESA, registre, TerraCongo…) et comme modèle (évaluation à mi-parcours, implication de la société civile…)
  - Nombreuses activités de partage d'expérience et de communication au niveau régional et international
  - Efforts important d'anticipation et de planification des besoins…

Défis et ajustements 4/4

- La considération internationale du risque de corruption et de mauvaise gestion en RDC se traduit par des procédures lourdes, des frustrations, et un certain manque de confiance mutuelle
  - Mise en place d'une organisation capable d'assurer un alignement et une coordination effective des financements et des activités appuis par les partenaires – HACT au niveau de UN-REDD
  - Efforts de transparence et de dialogue (parfois trop lent cf. audit UN-REDD)

- Les lenteurs internationales à traduire les engagements financiers pour REDD en transferts effectifs, notamment dans le bassin du Congo, alimentent le scepticisme des personnes indifférentes ou opposantes au processus
  - Efforts de dialogue avec les décideurs (Forum de Haut Niveau, partenariat GLOBE, participation active à la Déclaration d'intention de Durban pour le bassin du Congo…
  - Efforts pour anticiper la phase d'investissement et démontrer le potentiel

1. Rappel du contexte
2. Analyse des résultats atteints et du niveau d’avancement
3. Défis rencontrés et ajustements
4. Participation de la société civile et peuples autochtones
5. Perspectives au-delà du programme national

Une grande implication…

- Des efforts manifestes pour impliquer la société civile dans le processus
  - Recrutement de personnel (>50% de la CN-REDD) issu de la société civile
  - Recrutement de deux correspondants
  - Sous-traitance de nombreux contrats et travaux techniques (standards, causes de la déforestation,
  - Consultations régulières et systématiques
  - Campagnes spécifiques lourdes sur des sujets clés (plan d'investissement FIP, stratégie cadre…)
  - Elaboration d'un projet d'appui ciblé à la société civile

- La société civile est indiscutablement un acteur quotidien et central du processus national REDD en RDC
- La volonté d'impliquer les peuples autochtones est aussi réelle mais la contribution réelle des PA au débat reste limitée

… en dépit de nombreuses difficultés, qui incitent à poursuivre le dialogue

- Le partenariat essentiel entre la société civile et le Gouvernement est encore fragile avec des critiques récurrentes par la société civile:
  - Manque d'implication…
  - Ou manque des moyens financiers de l'implication (CT, appui aux initiatives…)
  - Manque de transparence dans la gestion et l'allocation des fonds
  - Manque de « nationalisme » dans l'affectation des contrats
  - Lenteur de mise en œuvre (IEC, décentralisation…)
  - Rapidité de mise en œuvre (procédure d'homologation, programmes anticipés…)

- Mais la société civile fait face à ses propres dysfonctionnements:
  - Le manque de capacités techniques
  - Le manque de structuration et d'organisation transparente et efficace dans la circulation de l'information, dans l'action et dans la décision
  - Les conflits d'intérêt entre « arbitre » et « prestataire »…
  - La remise en cause des périmètres de responsabilité avec les attributions régaliennes et les règles démocratiques etc.

1. Rappel du contexte
2. Analyse des résultats atteints et du niveau d’avancement
3. Défis rencontrés et ajustements
4. Participation de la société civile et peuples autochtones
5. Perspectives au-delà du programme national conjoint

Les prochaines étapes du processus REDD+ en RDC

- Déploiement et appropriation de la REDD:
  - Dialogue de Politique, appropriation des enjeux par l'exécutif et les parlementaires, renforcement de l'ancrage institutionnel et intersectoriel
  - Intensification des efforts d'IEC : newsletter, éducation, etc.
  - Déploiement en Provinces: cibler les efforts sur zones de projet.
  - Appui à l'organisation de la Société Civile.

- Opérationnaliser le Registre National en y intégrant le SIS :
  - En amont : typologies des investissements REDD+, procédures d'homologation pour chaque typologie, cadres de gestion env-social…
  - Promotion: appui aux porteurs de projets, promotion des sauvegardes
  - Travaux d'analyses : consolider l'information
  - Travaux de suivi, évaluation, contrôle
  - Gestion des plaintes
  - Secrétariat Technique du Fonds National.

- Système MRV: IFN, mise en œuvre complète du système TerraCongo

Financement de la préparation

- Révision des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan de préparation:

Composantes R-PP	R-PP 2010	Révision 2012
Appui à la Coordination et aux Consultations	5 850 000	13 833 000
Etablissement de la Stratégie Nationale REDD+	6 749 000	5 978 000
Préparation des Niveaux de Référence	980 000	1 036 000
MRV & sauvegardes	8 810 000	16 375 000
Gestion (salaires, frais de fonctionnement, etc)	598 000	1 694 000
TOTAL (USD)	**22 987 000**	**38 916 000**

- Ressources disponibles et besoins de financement:

Fonds requis	Promesses	Fonds engagés	Fonds exécutés	Financing Gap
38 916 000	25 409 000	16 400 000	10 218 000	**13 507 000**

L'approbation finale par le PC du FCPF du financement additionnel permettrait de réduire cet écart de financement à 8 M$.

Les implications de la fin du programme national UN-REDD

- Risques et pistes de solution associés à la fin du programme national conjoint:
  - Baisse de la visibilité et des capacités financières,
    - ➢ Requête additionnelle FCPF, projet capacités et mobilisation « pseudo-Tier 2 », budgétisation future auprès du fonds national REDD…)
  - Perte de flexibilité et de coordination avec les autres financements REDD
    - ➢ Maintien du principe de Coordination Nationale et encouragement de l'implication directe des agences en fonction des avantages distinctifs
  - Distance plus grande entre les agences, les autres partenaires et le Gouvernement
    - ➢ Compenser le lien « quotidien » par un dialogue de politique renforcé

La durabilité du processus REDD en RDC

- La durabilité du processus reste fragile, liée à de nombreux facteurs (interdépendants):
  - Crédibilité des engagements internationaux en termes de financement, de coordination et d'alignement « vert »
  - Mobilisation politique nationale
  - Mobilisation, revendication et plaidoyer des provinces et de la base
  - Robustesse effective du dispositif mis en place (prévenir l'infiltration par le blanchiment d'argent, la corruption, les contrats opaques et les opérations illégales…)
  - Flexibilité et adaptation du cadre de mise en œuvre (coûts de mise en œuvre acceptables…)

- La finalisation de la stratégie cadre et la relance du dialogue de politique vont permettre de mettre sur la table des orientations sensibles (ex: décret sur les forêts communautaires, registre…)
  - Les signaux envoyés donneront des indications sur la montée en puissance éventuelle du processus pendant les prochaines années

République Démocratique du Congo

Merci pour votre attention

Tosi MPANU MPANU : tosi.mpanu@gmail.com